



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 24/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SMURFIT WESTROCK CELLULOSE DU PIN**

Allée des Fougères  
33380 Facture

Références : 24-867  
Code AIOT : 0005200420

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement SMURFIT WESTROCK CELLULOSE DU PIN implanté Usine de Facture Allée des Fougères 33380 Biganos. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMURFIT WESTROCK CELLULOSE DU PIN
- Usine de Facture Allée des Fougères 33380 Biganos
- Code AIOT : 0005200420
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SMURFIT KAPPA Cellulose du Pin exploite sur la commune de Biganos une usine de fabrication de carton et de papier.

Le site est soumis à autorisation environnementale au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), et visé par la directive européenne sur les émissions industrielles (IED).

L'installation est actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2024 et ses arrêtés complémentaires.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Auto-surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 11/02/2010, article Article 4.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
10	Auto-surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 6.8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des NEA-MTD	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 5	Sans objet
2	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 9.3.2	Sans objet
3	Auto-surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 4.4.3.4	Sans objet
4	Auto-surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 9.1.2	Sans objet
5	Auto-surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 4.4.3.4	Sans objet
7	Auto-surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 3.2.3.1	Sans objet
8	Auto-surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 3.2.3.1	Sans objet
9	Auto-	Arrêté Préfectoral du 10/11/2024,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	surveillance des rejets atmosphériques	article 3.2.3.1	
11	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
12	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I	Sans objet
13	Volumes prélevés	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet
14	Documents inspection	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I	Sans objet
15	Documents inspection – délais	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-II	Sans objet
16	Documents inspection – délais	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-III	Sans objet
17	Documents complémentaires	AP Complémentaire du 10/11/2024, article 4.1.3.5	Sans objet
18	Documents complémentaires	AP Complémentaire du 10/11/2024, article 4.1.3.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le bilan des NEA-MTD pour 2023 est conforme. Des axes d'améliorations, notamment concernant la fiabilisation des installations de stripping sont toutefois à mettre en oeuvre.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Respect des NEA-MTD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilan annuel
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet au Préfet, avant le 15/02 de l'année n+1, un bilan de l'année n du respect des NEA-MTD.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le bilan 2023 le 15 février 2024. Pour mémoire, SMURFIT bénéficiait de 3 dérogations temporaires aux NEA-MTD :

<p>-2 dérogations pour les émissions dans l'eau de MES et de DCO</p> <p>-1 dérogation pour les émissions dans l'air du four à chaux en NO<sub>x</sub>. La dérogation prenait fin le 01/05/21.</p> <p>Concernant les émissions dans l'eau, le délai offert par la dérogation devait permettre à l'exploitant de mettre en place plusieurs techniques permettant d'atteindre les objectifs fixés par le BREF.</p> <p>Ces techniques, mises en place en 2018 et 2021 n'ont pas eu l'effet escompté comme en témoigne le bilan annuel de 2022. Le 4 juillet 2023, l'exploitant a transmis une demande de dérogation afin de prolonger la dérogation pour les émissions dans l'eau de MES et DCO. Ce délai supplémentaire doit permettre à l'exploitant de mettre en place un nouveau procédé de traitement des effluents incluant un nouveau méthaniseur, un nouveau bassin de boues activées et un décanteur supplémentaire. Cette demande de dérogation a été accordée par l'arrêté préfectoral du 13/06/2024.</p> <p>Le bilan 2023 fait état d'un dépassement des NEA-MTD pour les effluents aqueux à hauteur de 109 % pour la DCO en prenant en compte les VLE du BREF. En appliquant les VLE issue de la dérogation, les résultats sont conformes à hauteur de 79 %. Les MES, l'azote et le phosphore sont conformes. Les rejets atmosphériques en NO<sub>x</sub> sont conformes.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le bilan partiel pour 2024. Les rejets aqueux sont à ce stade conformes aux exigences de la réglementation sans même considérer les dérogations en MES et DCO. Cette qualité de rejets a été obtenue sans la future STEP grâce à l'ajout régulier de boues biologiques et à la mise en place d'une centrifugeuse temporaire. La STEP devrait être mise en route en mars 2025.</p> <p>Les rejets atmosphériques en NO<sub>x</sub> sont eux aussi conformes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Surveillance des rejets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 9.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des résultats de l'auto surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article R 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant transmet les résultats dans le mois qui suit la réalisation des analyses à l'inspection des installations classées. Cette transmission est réalisée par voie informatique sur le site dédié du ministère en charge de l'environnement.</p> <p>Lors de ces transmissions, l'exploitant analyse les résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts) et des mesures comparatives mentionnées au chapitre 9.1.</p> <p>Il justifie des éventuelles actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'application GIDAF est renseignée chaque mois. L'analyse porte donc sur les mois de décembre 2023 à octobre 2024. Les dépassements sont commentés avec des mesures correctives proposées.</p> <p>Les résultats des émissions atmosphériques ont été transmis le 30/09/2024 pour le rapport du contrôle relatif aux émissions atmosphériques du four à chaux, les 2 conduits de la chaudière de régénération, du stripping de la STEP et l'installation thermique dédiée au stripping des condensats. Les contrôles ont été réalisés le 15 et 16/05/2024. Un complément a été réalisé le 11</p>

septembre suite à l'omission d'un paramètre (N <sub>2</sub> O) par le prestataire pour le four à chaux et la chaudière liqueur noire. Le rapport a été transmis à l'inspection le 27/11/2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Auto-surveillance des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 4.4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect de la fréquence de mesure dans les rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les fréquences de mesure à respecter sont: -journalières pour MES, DCO, Azote, phosphore ; -bi-hebdomadaire DBO5 ; -mensuelles pour AOX, Indice phénols, mercure, zinc, cadmium, nonylphénols, DEHP ; -trimestrielles pour HCT, chrome, cuivre, nickel, plomb, chloroforme, pentachlorophénols.
<b>Constats :</b>  Les fréquences de mesure sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Auto-surveillance des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 9.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures comparatives
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mesure comparative est à réaliser annuellement.
<b>Constats :</b>  Le contrôle de recalage a été réalisé le 01/09/2024. Les résultats ont été saisis dans l'outil GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Auto-surveillance des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 4.4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect de valeurs limites d'émission (VLE)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats de mesures transmis doivent être inférieurs aux valeurs limites d'émission en concentration moyenne journalière et/ou mensuelle imposées dans le tableau de l'article 4.4.3.4 de l'arrêté du 10 novembre 2024.
<b>Constats :</b>

<p>Pour les VLE en moyenne mensuelle issue de prélèvements journaliers, l'exploitant peut avoir un ou plusieurs résultats de mesure au dessus de la VLE tant qu'ils restent inférieurs à 2 x VLE et que les valeurs non conformes représentent moins de 10 % de la série de mesure.</p> <p>Les dépassements en valeurs limites d'émissions (VLE) suivants sont enregistrés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour la DCO : deux dépassements journaliers en janvier et en février atteignant 769 mg/l pour les 740 mg/l autorisés .Les valeurs limites en moyenne mensuelle sont respectées;</li> <li>• Pour la température : plusieurs dépassements sur le paramètre température avec des mesures supérieures aux 38° maximum autorisés sont enregistrées de juin à août - cf. Fiche constat suivante;</li> <li>• Pour les MES : des dépassements journaliers en janvier (3), en mai (1) et en juin (3) pouvant atteindre jusqu'à 224 mg/l pour une VLE à 130 mg/l. Les valeurs limites en moyenne mensuelle sont respectées.</li> </ul> <p>A noter qu'il n'y a aucun dépassement en indice phénol recensé cette année. Les consignes d'exploitation mises en place l'année dernière pour prévenir ces dépassements semblent donc efficaces.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Auto-surveillance des rejets aqueux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/02/2010, article Article 4.4.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect de valeurs limites d'émission (VLE)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La température des rejets est limitée à 38°C.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La température des rejets est limitée à 38°C par l'arrêté préfectoral d'autorisation. A noter que cette valeur limite a été revue dans le cadre du dossier d'autorisation. Elle était initialement de 35°C.</p> <p>Au total 18 dépassements de température ont été enregistrés entre mai et août avec une température maximale à 41,2°C. Pour rappel, les effluents traités ne sont pas rejetés au milieu mais dans le collecteur du SIBA. Elles sont ensuite rejetées dans le milieu (Océan) via le Wharf sans avoir subi de traitement complémentaire. Le pic de température de juillet a conduit à une alerte du SIBA. Ce dernier a contacté la police de l'eau, qui en vertu des arrêtés ministériels du 25/01/2010 et 22/07/2015, ne prendra pas en compte ce pic dans la conformité annuelle, considérant que ces températures ne nuisent pas aux objectifs environnementaux du milieu récepteur.</p> <p>Le dépassement de la température limite de rejet des effluents pour les installations de Smurfit Westrock constitue une non-conformité pouvant conduire à des suites administratives. Lors de l'inspection, l'exploitant a décrit le projet « évapo », qui devrait permettre de réduire la température des effluents. Avec un coût d'environ 62 millions d'euros, le projet devrait voir le jour en 2027 avec un dépôt de dossier (porter à connaissance) en 2025. Il consiste à remplacer les TAR par des tours adiabatiques.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 2 mois

**N° 7 : Auto-surveillance des rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 3.2.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect de la fréquence de mesure des émissions atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Les fréquences de mesure doivent respecter les exigences de l'article 3.2.3.1 de l'arrêté du 10/11/2024.

**Constats :**

Les fréquences de mesure sont respectées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Auto-surveillance des rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 3.2.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission de la chaudière à Liqueur noire

**Prescription contrôlée :**

Les résultats de mesures transmis doivent être inférieurs aux valeurs limites d'émission prévues dans le tableau de l'article 3.2.3.1 de l'arrêté du 10/11/2024.

A noter que les mesures de STR sont restées nulles depuis 2019. La fréquence actuellement trimestrielle est donc passée à annuelle en 2021.

**Constats :**

Pour mémoire, il y a 2 cheminées à contrôler pour la chaudière de régénération dite à liqueur noire ou encore n°10. Les analyses ont été réalisées en mai, sauf pour le N<sub>2</sub>O réalisé en septembre. Les résultats de la mesure annuelle transmis sont conformes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Auto-surveillance des rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/11/2024, article 3.2.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission du four à chaux

**Prescription contrôlée :**

Les résultats de mesures transmis doivent être inférieurs aux valeurs limites d'émission prévues dans le tableau de l'article 3.2.3.1 de l'arrêté du 10/11/2024..

**Constats :**

Pour mémoire, il y a 1 conduit à contrôler pour le four à chaux annuellement. Les analyses ont été



<p>réalisées en mai, sauf pour le N<sub>2</sub>O réalisé en septembre. Les résultats de la mesure annuelle transmis sont conformes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Auto-surveillance des rejets atmosphériques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 6.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission stripping des condensats</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les résultats de mesures sont inférieurs aux valeurs limites suivantes :</p> <p>SO<sub>2</sub> : 120 mg/Nm<sup>3</sup> STR : 5 mg/Nm<sup>3</sup> NO<sub>x</sub> : 400 mg/Nm<sup>3</sup></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les analyses réalisées le 13/05/2024, sont conformes pour le STR et le NO<sub>x</sub>. L'installation n'est pas conforme pour le SO<sub>2</sub> avec une valeur mesurée de 194 mg/Nm<sup>3</sup>. L'installation est en court de fiabilisation par l'exploitant. Aujourd'hui sur les deux combustibles sensés alimenter la chaudière, seuls les SOG (Stripper Off-Gases) sont injectés. Le deuxième combustible (Concentrated Non-Condensable Gases - CNCG) devrait pouvoir être de nouveau brûlé dans la chaudière fin d'année ou début d'année 2025 suite à la réception d'un nouvel injecteur courant décembre. Ceci est une non conformité susceptible de conduire à des suites administratives.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met en place le nouvel injecteur et fiabilise son installation. Il procède à un nouveau contrôle des rejets sous 3 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 11 : Prescriptions sécheresses**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exemption de fait</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;</li> <li>- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;</li> <li>- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;</li> <li>- production, distribution et cogénération d'électricité ;</li> <li>- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;</li> <li>- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;</li> <li>- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;</li> <li>- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;</li> </ul> <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>
--

#### Constats :

La société Smurfit Westrock recycle une partie de ces eaux notamment :

- en utilisant l'eau de la STEP pour le lavage des rondins
- en recyclant les eaux de refroidissement
- en séparant les eaux d'étanchéité les moins contaminées de la MAP6 et du secteur pâte énergie régénération.

Selon l'étude technico-économique transmise en application de l'APC du 10/11/2024, l'exploitant justifie que le pourcentage d'eau recyclée représente plus de 50 % de la consommation totale d'eau du site. L'exploitant bénéficie donc de l'exemption au titre de l'alinéa 3°.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 12 : Prescriptions sécheresses

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures de restrictions

#### Prescription contrôlée :

Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci- après, aux dispositions suivantes:

- vigilance: sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site;
- alerte: réduction du prélèvement d'eau de 5 %;
- alerte renforcée: réduction du prélèvement d'eau de 10 %;
- crise: réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

<b>Constats :</b>
L'établissement a uniquement été concerné par un niveau de « vigilance » en 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Volumes prélevés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des volumes prélevés
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant: <a href="https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire">https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</a>.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En temps normal, l'exploitant déclare déjà les volumes prélevés via GIDAF (nouvelle méthode de déclaration mis en place en remplacement de démarche simplifiée). Aucun niveau de crise n'a été atteint pour l'instant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Documents inspection**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Documents consultables
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées;</li> <li>2) Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier;</li> <li>3) Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population;</li> <li>4) Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et</li> </ol>

<p>d'économie d'eau mentionnée à l'article 2;</p> <p>5) Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3;</p> <p>6) La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant faisant l'objet d'une exemption au titre de l'article 3, seuls les points 1) et 6) sont exigibles. L'exploitant a exposé lors de l'inspection l'état des lieux des prélèvements et rejets de ses installations. Ce document n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.</p> <p>Concernant le point 6), l'exploitant a exposé le prochain investissement (projet « évapo ») ayant un impact fort sur la ressource en eau.</p> <p>A noter que l'exploitant a déterminé son volume de référence.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : Documents inspection – délais**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Délais de constitution des documents</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2), 3), 4) et 5) au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté.</p> <p>Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'est pas concerné par cet article (exemption de l'article 3).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 16 : Documents inspection – délais**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Délais de constitution des documents</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1) et 6) au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1er. Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Ces éléments ont été établis par l'exploitant, cf point de contrôle n°14.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Documents complémentaires**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/11/2024, article 4.1.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de continuité
<b>Prescription contrôlée :</b>  En fonction des informations d'actions d'économies d'eau éventuellement transmises à l'inspection, l'exploitant est tenu de : - Proposer un plan de continuité d'activité, transmis sous 3 mois, afin de définir le besoin en eau minimum et les actions à maintenir de façon prioritaire pour assurer la sécurité du site et des installations de production. Le plan doit recenser les actions déjà réalisées pour réduire sa consommation d'eau de façon pérenne et les actions temporaires envisageables.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis en place un plan de continuité en août 2023. Il recense les actions déjà réalisées pour réduire de façon pérenne la consommation d'eau. Il définit aussi les actions temporaires envisageables en cas d'alerte (arrêt de l'arrosage des espaces verts, arrêt des opérations de nettoyage non nécessaire à la sécurité ...).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Documents complémentaires**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/11/2024, article 4.1.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etude technico-économique
<b>Prescription contrôlée :</b>  En fonction des informations d'actions d'économies d'eau éventuellement transmises à l'inspection, l'exploitant est tenu de : - Réaliser, sous 1 an, une étude technico-économique des actions réalisables à un coût acceptable. Les actions non retenues dans le cadre de l'étude technico-économique sont systématiquement justifiées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis une étude technico-économique en novembre 2024.  Cette ETE fera l'objet d'une instruction par l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite